

Conseil Général – Séance du vendredi 12 mars 2010
Vote du budget primitif
M. Patrick Jarry

Monsieur le Président, chers collègues,

« L'économie française est sortie de la récession » voilà ce que l'on a pu entendre souvent ces derniers temps, soit dans cet hémicycle, soit prononcée par nombres de ministres ou de parlementaires de la Majorité présidentielle.

La réalité est bien plus cruelle que cela car si le Gouvernement a beau se féliciter de la timide reprise de la croissance, qui a atteint 0,3 % aux deuxième et troisième trimestres 2009, et d'une tendance au redémarrage de l'économie, le fait est que le PIB de notre pays a accusé un recul sans précédent depuis l'après-guerre et que le chômage poursuit sa hausse. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques, 10 % de la population active est au chômage en ce début d'année et 10,6 % le sera fin 2010.

Je l'avais indiqué lors du débat d'orientation budgétaire, mais je tiens à le redire aujourd'hui : À la fin de l'année 2008 notre département comptait 6 % de chômeurs ; à la fin de 2009 : 7,4 %, soit une évolution de + 1,4 % ! ... et un taux de variation supérieur à celui de l'Île-de-France qui, elle, atteint + 1,3 %.

Dans les Hauts-de-Seine, à la fin 2008, il y avait 71.453 chômeurs (catégorie A, B, C) et à la fin 2009, nous en comptons 84.771, **soit une évolution de + 18,6 %** en un an, quant elle est de 18,4 % pour l'Île-de-France et de 18,3% pour la France métropolitaine !

- 1- **Le taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2009. ces données nous ont été transmises par la DDTEFP cette semaine** (cf document joint) :

Taux de chômage 3 ^{ème} trimestre	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008
Hauts-de-Seine	8,2	7,8	6,9	6,0	7,4	+ 1,4
Ile-de-France	8,7	8,3	7,4	6,6	7,9	+ 1,3
France métropolitaine	9,0	8,9	8,0	7,4	9,1	+ 1,7

Source : lettre mensuelle de la demande et de l'offre d'emploi dans les Hauts-de-Seine à fin janvier 2010

- 2- **La situation de la demande d'emploi au 4^{ème} trimestre 2009.** Il s'agit de données brutes, qui ne permettent pas de calculer un taux de chômage

	Catégorie A			Catégorie A, B et C		
	4 ^{ème} T. 08	4 ^{ème} T. 09	Evolution annuelle	4 ^{ème} T. 08	4 ^{ème} T. 09	Evolution annuelle
France	2 257 800	2 681 400	18,8%	3 301 400	3 905 600	18,3%
Région	406 800	494 200	21,5%	585 600	693 600	18,4%
Département	49 959	61 310	22,7%	71 453	84 771	18,6 %
Nanterre	3 656	4 650	27,2%	4 986	6 189	24,1%

Exploitation secondaire des données obtenues dans les documents ci-dessous :

- DDTEFP 92 – Mission Synthèses – DARES / Pôle Emploi pour les données concernant la ville et le département
- DRTEFP Ile de France – DR Pôle Emploi Ile de France – Demandeurs d'Emploi inscrits et offres collectées par Pôle Emploi en Ile de France en décembre 2009 pour les données Ile de France
- Premières Informations, Premières Synthèses – DARES / Pôle Emploi, Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle Emploi en décembre 2009, pour les données France métropolitaine

Toutes les données présentées sont des données non Corrigées des Variations Saisonnières

Les délocalisations et les fermetures d'entreprises se multiplient puisque même des grands groupes, comme Total par exemple, ferment certains de leurs sites de productions. Il n'est pas un jour sans que la presse relève telle ou telle « destruction d'emploi », comme l'on dit maintenant, dans une ville ou une autre de notre territoire national.

Un autre moyen, tout aussi efficace, pour mesurer la dégradation de la vie économique et sociale est celui de l'activité des associations caritatives. Ainsi, pour les **Restos du Cœur**, ce sont 835.150¹ repas qui ont été servis dans les Hauts-de-Seine, lors des 14 premières semaines de cette campagne 2009/2010, pour 12.556 personnes de 5170 familles, soit une augmentation de 6 % du nombre de familles par rapport à 2009 !

La raison pour laquelle notre PIB recule n'est d'ailleurs pas essentiellement à chercher dans la politique conduite par le Gouvernement, dont vous êtes membre monsieur le Président, d'autant que l'investissement public a baissé. D'autres mesures ont eu des effets néfastes, notamment le bouclier fiscal et le maintien de niches qui bénéficient aux ménages les plus aisés, à l'heure où l'on proclame que les caisses sont vides. De surcroît, le plan de sauvetage des banques n'a été assorti d'aucune mesure contraignante visant à les responsabiliser.

La politique gouvernementale a consisté à mettre l'économie sous perfusion sans jamais vous attaquer aux causes profondes de la crise. Elle s'est refusée à toute remise en cause des règles du système, permettant aux banquiers de reprendre leurs mauvaises habitudes en matière de spéculation et de préparer la bulle financière qui éclatera demain.

¹ En 2009 pour le 92 et les 14 premières semaines : 832.590 repas servis pour 12.158 personnes de 4884 familles.

La dégradation du marché du travail risque d'étouffer la timide reprise actuelle. Elle accroît le nombre de ceux qui ne peuvent consommer faute de revenus : 4 millions de chômeurs sur 33 millions de personnes âgées de 20 à 60 ans, soit près d'un adulte sur huit.

Alors que notre économie est pour une large part soutenue par la consommation des ménages, la montée du chômage va plomber un peu plus l'évolution des salaires, fragiliser les salariés qui conservent leur emploi, en les poussant à épargner, quand ils le peuvent, plutôt qu'à consommer et à investir.

Monsieur le Président et chers collègues, nous avons face à nous une inquiétude grave des citoyens de notre nation, inquiétude largement partagées par les Altoséquanais. L'impopolarité actuelle de l'UMP et les 36 % seulement de satisfaits que recueille le président de la République montrent à quel point vous malmenez la société française et celle de notre département en particulier. Je vais y venir.

Pour conclure sur ce premier point je dirai que **vous en êtes restés aux années du « fric » facile**, des bulles spéculatives, des droits de mutation qui caractérisaient une fuite en avant de l'immobilier d'entreprise et des m² de bureaux qui s'ajoutaient aux m² de bureaux.

C'est un autre débat, mais même sur ce point je crois que la leçon n'a pas encore été comprise.

S'il y avait une volonté politique dans ce département il pourrait en être différemment pour ses habitants, **mais vous ne faites rien pour améliorer la situation !**

Comme je l'ai dit le 12 février dernier votre politique n'est qu'un simple copier-coller de la politique gouvernementale. Et vous la relayez dans tous les domaines. **Par certains aspects vous l'aggraver même** et vous ne répondez pas aux besoins et aux attentes de la population qui souffre.

Bien que M. Caron nous ai dit qu'il fallait « cesser de parler des Hauts de Seine comme d'un département riche à qui on peut tout demander », il n'en reste pas moins que ce sont **2,2 milliards² d'euros dont le département dispose pour l'année 2010**. Pour mémoire, en 2009 le budget total était également de 2,2 milliards³ d'euros.

Avec un tel budget, il y a de quoi faire et faire bien. Mais pour cela il faut le vouloir, mais **vous n'avez aucune ambition pour ce département**. On peut même se demander si votre immobilisme n'anticipe pas la disparition du département !

**Ce budget que vous nous présentez aujourd'hui,
c'est le budget des mensonges !**

² **2010** : Recette de fonctionnement : 1561,53 M€ + recettes d'investissement : 119,96 M€ + 176,74 + autofinancement : 27,41 M€ + emprunt : 314,81 M€ = 2200,45 M€

³ **2009** : Recette de fonctionnement : 1557,88 M€ + recettes d'investissement : 154,66 M€ + 159,91 M€ + autofinancement : 61,69 M€ + emprunt : 272,13 M€ = 2206,27 M€

Mensonge dans la manière dont vous nous présentez l'action sociale, mensonge dans les chiffres du logement, mensonge pour la jeunesse et le sport, mensonges dans la plupart des autres grands secteurs du budget.

J'en viens donc à quelques aspects de la politique que vous nous proposez avec ce budget 2010. Je m'en tiendrai aux grandes lignes car mes collègues reviendront dans le détail au fur et à mesure de la discussion des rapports au fil de cette journée.

Comme vous l'écrivez si bien dans le rapport, « **l'action sociale** est la première de nos responsabilités ».

L'écrire c'est bien, le faire serait mieux !

Vous nous annoncez une augmentation de 5,03 % des dépenses qui y seront consacrées. En réalité ce chiffre n'est qu'un affichage ! Cette progression est en trompe l'œil car, à l'évidence, elle masque une stagnation, voir une régression.

Dans ces 5 % sont compris les augmentations des allocations versées aux allocataires du RMI, devenu RSA, et de l'APA ! La politique de la Majorité présidentielle conduit à une explosion du nombre de citoyens bénéficiaires de ces allocations ; donc à une montée proportionnelle des allocations qui leur sont **versées obligatoirement !**
+ 20,65 % de 2009 à 2010, en passant de 113,2 M€ à 136,12 M€.

Par contre dans le même chapitre :

- moins 55,43 % pour l'insertion sociale ;
- moins 27,80 en ce qui concernée la santé ;
- moins 39,09% en ce qui concerne l'insertion professionnelle ;
- moins 45 % pour tout ce qui concerne l'insertion sans allocation !

Bravo ! Vous pouvez toujours afficher vos 5%, mais ce n'est qu'un leurre et un mensonge car à l'évidence ils cachent le fait que toutes les prestations indispensables pour vivre, se soigner, apprendre ou réapprendre un métier sont en chute libre vers des profondeurs abyssales.

Mais sur ces 136,12 M€, la compensation de l'État n'est que de 107,67 M€, soit un différentiel de 28,45 M€ !

Alors que nombre de départements, de gauche comme de droite, s'insurgent contre une telle désinvolture de l'État qui a transféré ses charges sans les compenser intégralement. Du haut de votre piédestal francilien, **vous restez bouche bée ! Vous ne dites rien, pas un mot !**

En réalité, vous avez accepté sans broncher tous les transferts de l'État vers notre collectivité locale et **vous vous couchez devant ce même État qui ne compense pas ces transferts de charge !**

Fin 2009, vous avez été même jusqu'à supprimer la « **prime de Noël** » aux allocataires des minimas sociaux ! Quelle injustice et quelle misérable économie au regard, par exemple, des 5 millions⁴ d'euros que vous allez attribuer à Defacto, l'ex-EPGD, pour entretenir la Défense ... faisant payer tous les Altoséquannais pour entretenir le quartier d'affaires de la Défense qui est assis sur les deux villes parmi les plus riches de France !

Il en est de même pour la carte **Améthyste** dont vous avez modifié des critères ce qui la rend plus difficile à obtenir ou à remplacer pour ceux qui en sont les bénéficiaires.

Quant à la **rénovation urbaine**, dans les 40,75 M€, que vous affichez, **ne sont pas compris les 700.000 euros qui n'ont pas été versés en 2009**. Vous le savez, en 2009 plusieurs villes ont été spoliées et vous vous étiez engagés à y remédier, mais là aussi ce n'étaient que des promesses.

En quelques exemples, la réalité c'est :

- Bagneux : moins 200.000 euros ;
- Nanterre : moins 100.000 euros ;
- Clamart : moins 10.000 euros ;
- Colombes : moins 18.000 euros ;
- *bizarrement* pour Antony en 2009, c'est plus 325.000 €, soit plus 41%

La politique gouvernementale et la crise appauvrissent une proportion de plus en plus importante de la population et **notre département se refuse à aider ces citoyens** à la hauteur de leurs besoins et de leurs attentes. C'est méprisable !

- - - - -

⁴ Voir le rapport 10.46 – Article 1 de la délibération : pour Defacto-EPGD : 4.819.434,31 € en fonctionnement et 281.000 € en investissement soit au total : 5.103.434, 21 €

Alors que face à la réalité et au mal logement, dénoncé par la Fondation de l'Abbé-Pierre, le Président de la République dit qu'il faut doubler le nombre de logements sociaux en Île-de-France, vous vous avez décidés de ne pas participer à ce sursaut politique fondamental.

En ce qui concerne **le logement**, je m'insurge contre la politique menée dans ce département et vos choix car **jamais on a si peu construit dans les Hauts-de-Seine !**

Vous aviez annoncé le financement de la construction de 3000 logements par an. La réalité est tout autre !

- 2006 : 2038 logements (dont 899 PLS) – Seulement **1139** PLAI et PLUS
- 2007 : 1574 logements (dont 558 PLS) – Seulement **1016** PLAI et PLUS
- 2008 : 1161 logements (dont 308 PLS) – Seulement **853** PLAI et PLUS
- **2009 : 3270 logements ... parait-il !!** – Seulement **798** PLAI et PLUS

En 2009, c'est un mensonge que de dire que 3270 logements sociaux ont été financés. En fait vous avez racheté le patrimoine d'Icade, soit 1317 logement déjà construits et occupés. Ils n'aideront donc en rien à loger les dizaines de milliers de demandeurs – on avance parfois le chiffre de 100.000 – de notre département.

Le bilan 2009 laisse également apparaître qu'année après année que la part de logement sociaux intermédiaires (PLS) augmente au détriment des logements plus sociaux (PLAI, et PLUS).

En 2009 seuls 798 logements sociaux neufs sont sortis de terre contre 1161 en 2008, 1574 en 2007 et 2038 en 2006 !

Une baisse de plus de 60 % en 4 ans ! Voilà le résultat de votre politique du logement social !

En résumé pour 2009, il y a donc une :

- **proportion plus importante de PLS** avec plus 210% par rapport à l'objectif que vous aviez fixé en début d'année ;
- **moins de PLAI** avec 65% de ce même objectif ;
- **moins de PLUS** avec seulement 30 % de l'objectif.

Là aussi vous faites de la discrimination car vous le savez bien que le taux moyens des loyers dans les PLAI écarte 90% des demandeurs de logements.

Le département se glorifie d'un budget logement en hausse or ce n'est qu'un effet d'annonce.

Le budget consacré au logement est estimé à 59,32 millions d'euros (contre 56,25 en 2009, en augmentation de 3 millions). En réalité, le financement du Conseil Général en 2010 sera en diminution de 2 millions d'euros !

Car dans celui-ci 1 million d'euros est consacré pour la destruction de la résidence universitaire à Antony et sont intégrées les aides à la pierre, c'est à dire du financement de l'Etat qui augmente de 5 millions (18,9 millions en 2010 contre 13,84 en 2009 !)

Avec votre politique « d'aide à la pierre » non seulement vous avez favorisé les villes qui ne respectent pas les 20% de logements sociaux, mais surtout vous avez bloqué les projets de celles qui s'engagent avec volontarisme pour contribuer à résorber la crise du logement.

Si je prends un exemple que je connais bien, ma ville de Nanterre, **ce sont 1200 logements, qui pourraient sortir dans les 18 mois, que vous bloquez actuellement.**

Les terrains sont là, les bailleurs et les promoteurs sont prêts, les permis de construire sont attribués, les grues sont déjà sur les chantiers et vous ne nous attribuez pas les financements qui nous reviennent. **C'est scandaleux.**

Rendez-vous compte, 1200 logements qui ne peuvent pas sortir de terre uniquement à cause de vous !

Votre politique n'est qu'un affichage et un ensemble de services rendus à vos amis qui continuent de ne pas respecter la loi. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Pour ne pas toujours citer que la seule ville de Neuilly (3,24 %), je vais en prendre quelques autres :

- Bourg-la-Reine : 17,41% de logements sociaux ;
- La Garenne-Colombe : 9,93 %
- Levallois-Perret : 17,30 %
- Marne-la-Coquette : 5,09 %
- Saint-Cloud : 14,56 %

J'arrête là cet inventaire qui n'est pas à la Prévert mais plutôt celui des villes « hors-la-loi » SRU. Certaines d'entre-elles préférant payer une amende que de répondre à la nécessaire solidarité nationale et départementale !

- - - - -

Je ne vais pas reprendre point par point tout ce qui ne va pas dans le budget que vous nous présentez.

- - - - -

Mais je veux relever qu'en ce qui concerne le **budget de la « Jeunesse et des sports »**, en ce qui concerne l'investissement nous assistons à **une diminution de moitié des crédits** passant de 8,22 M€ en 2009 à 4,66 M€ en 2010 !

Pour ce qui est du fonctionnement nous assistons à une quasi stagnation avec 9,59 M€ en 2010 alors que vous y aviez consacré 9,55 M€ en 2009, mais je vous rappelle que ce même budget était de 14,53 M€ en 2006 !

Un mot sur les **crèches**, mais là uniquement pour vous interroger. À grands renforts de communication, vous aviez annoncé la création de 4000 places en 5 ans. Pourriez-vous nous donner un bilan de ce qu'il en est réellement ?

Pour démontrer, s'il le fallait encore, que vous utilisez bien mal l'argent public, je tiens à revenir sur le financement de **l'Université de Nanterre-Paris-X** à laquelle vous avez supprimé sa subvention annuelle de 900.000 euros. Cette décision, prise sans consultation ni débat en assemblée, continue d'être scandaleuse et inadmissible.

Par contre, 400.000 euros iront à l'université Dauphine pour environ 6.000 étudiants ! ... et en réalité seulement 600 dans les Hauts-de-Seine, à La Défense.

Alors que le département verse chaque année des millions d'euros au Pôle Léonard-de-Vinci⁵, pour... 2750 étudiants, vous sanctionnez l'université de Nanterre qui compte 32.000 étudiants et 2 000 enseignants-chercheurs.

Quand je parle de millions d'euros pour le **Pôle Léonard-de-Vinci**, il s'agit de 7 millions de subvention et de 13 millions annuels pour la mise à disposition gratuites des locaux ! **Soit 20 millions pour l'année 2010 !**

Nous assistons bien là à une politique de ségrégation qui vise à favoriser une fuite en avant vers le « tout finance » au détriment de la recherche, de la pensée et de la formation de jeunes formés à réfléchir par eux-mêmes.

- - - - -

Pour conclure Monsieur le Président, vous qui êtes aussi le ministre de la relance, je vous trouve étrangement silencieux sur le **Plan de relance !**

Pas un mot dans le rapport. Pas de bilan non plus.

Vos résultats seraient-ils si peu avouables que vous préférez ne pas en parler ?

- - - - -

En vérité, le « Roi est nu ». La vérité éclate et les Français s'en rendent compte ! Les sondages sont ce qu'ils sont, mais la grande tendance, c'est que votre Majorité et le Président de la République ne répondent à leurs attentes que pour 36 % d'entre-eux en ce moment.

⁵ Pôle Léonard-de-Vinci, autrement appelé « Fac Pasqua »

Dans notre département vous restez calés sur 10 années « faciles ». Ici, comme dans toute la France **vous demandez au monde du travail de payer les dividendes de la crise en asséchant tout ce qui pourrait rendre la vie quotidienne plus juste, plus solidaire, plus agréable.**

En conséquence, monsieur le Président, le groupe communiste et citoyen votera contre le budget primitif que vous nous proposez ... sauf à inverser la tendance au cours de ces débats ... après tout nous sommes là pour cela. **C'est cela la démocratie !**